

DIVISIONS CENTRE ET EST.

LE PARTI ROUGE INSULTE GRAVEMENT M. RODIER, NOTRE DIGNÉ MAIRE.

C'est pour blesser ses sentiments qu'il choisit M. Benjamin Holmes le candidat vaincu de 1860, comme le candidat de l'opposition en 1861 pour la division centrale.

Votre conduite est indigne, M. Dorion. Vous voyez que M. Rose a la majorité absolue des électeurs du Quartier Centre en sa faveur et cependant vous venez à la onzième heure lui susciter de l'opposition dans la personne du fameux BEN. HOLMES.

Mais vous n'y pensez pas M. Dorion ?

Avez-vous oublié que Ben. Holmes n'a jamais voulu au risque de perdre son élection (comme il l'a perdue de fait) s'engager formellement à ne pas s'associer avec M. Young dans son projet de construire les docks à la Pointe St. Charles ?

Comment ! vous parlez sans cesse des avances faites au Grand Tronc, et qui choisissez vous pour candidat dans la division centre ? précisément ce même Ben. Holmes, un actionnaire du Grand Tronc, bien plus, de ses anciens directeurs, bien plus encore, un de ses anciens Vice-Présidents ?

Honte ! Honte ! Honte ! à vous M. Dorion de vouloir tromper ainsi la bonne foi des électeurs.

Quelle infamie ! Non content de vous être fait depuis quatre ans que vous représentez Montréal, l'humble valet de M. John Young et de son associé M. Holton dit Luther : non content de l'avoir aidé de vos votes et de votre influence, en Chambre dans ses sinistres projets contre les intérêts de la partie Est, vous voulez encore envoyer au Parlement M. Holmes le bras droit de M. Young, son premier commis pour ainsi dire ?

Encore si c'était tout.

Mais non ! on a voulu se venger de notre digne maire parce qu'il s'est prononcé en faveur de M. Cartier.

Et l'on va prendre Ben. Holmes par la main, on le fait sortir de l'obscurité où la popularité de M. Rodier l'a laissé en 1860, et on dit aux électeurs de la Division Centre : "Votez pour M. Holmes, l'adversaire de M. Rodier, celui qui nous représentera contre lui aux prochaines élections municipales."

Le but de M. Dorion en faisant présenter M. Holmes avec des chances aussi nulles est tout simplement de préparer les voies à M. Holmes pour son élection comme maire contre M. Rodier.

L'avenir dira si nous sommes trompés. Heureusement que l'intrigue a été facile à découvrir parce que l'on n'a pas su garder le secret.

D'ailleurs ! il y a contre M. Holmes un souvenir ineffaçable, le souvenir d'une mauvaise action.

En 35, électeurs, M. Holmes est entré à cheval dans l'Eglise de St. Eustache.

Et voilà l'homme que M. Dorion voudrait faire élire contre M. Rose, M. Rose qui a prononcé un des discours les plus chaleureux contre la représentation basée sur la population.

En vérité, votre conduite est indigne M. Dorion.

INFAME GUET-A-PENS.

ÉLECTEURS DE MONTRÉAL,

Vous ne tarderez pas, sans doute, à entendre parler d'une certaine lettre qui aurait été adressée à M. Cartier de la part de M. Dorion pour l'inviter à se rendre à l'assemblée tenue, hier soir, sur la rue Ste. Catherine, par les partisans de ce dernier.

On ne manquera pas aussi de vous dire que si M. Cartier a refusé cette invitation, c'est parce qu'il avait peur de M. Dorion, peur de se trouver face à face avec lui devant les électeurs de Montréal : et là-dessus on va se mettre à exalter le courage de M. Dorion et la lâcheté de M. Cartier : on va s'époumonner à crier sur les toits que M. Dorion a jeté le gant à M. Cartier et que M. Cartier n'a pas osé le relever.

Tout cela ne serait qu'une farce indigne pour tromper votre bonne foi, si ce n'était pas en même temps le plus misérable des guet-à-pens.

Nous souhaiterions que tous les électeurs qui ont la bonhomie de croire sur parole des hommes comme M. Dessaulles et autres histrions de la même trempe, nous souhaiterions qu'ils pussent tour à tour et l'un après l'autre, assister en secret aux séances du comité central dans les bureaux du Pays.

Ils y seraient témoins d'un plaisant spectacle. Au comité voyez-vous, M. Dorion, qu'on fait si grand dans la vie publique, est réduit à sa juste proportion, ou pour mieux dire à sa plus simple expression. Il laisse toutes ses dignités à la porte avec sa canne et son chapeau.

Au comité, M. Dorion, ce n'est plus l'homme d'état modèle, la personification du courage civil, du désintéressement, le messie d'une ère de progrès, le rival redoutable de M. Cartier, c'est tout simplement ce pauvre Antoine Aimé, un homme qu'on traite sans façon parce qu'il est sans conséquence, un homme qui n'a ni tête, ni nerf, ni volonté, un homme qu'un éclat de voix intimide et que la menace d'un danger quelconque ferait fuir jusqu'au bout du monde.

En public, M. Dorion est un demi-dieu ; en petit comité c'est une idole qui tombe le nez à terre, sitôt qu'on l'enlève de son piédestal ; on lui rend

des hommages aujourd'hui, demain on l'ira mettre au grenier.

C'est déjà fait d'ailleurs. Dans la dernière session, à la suite d'une discussion orageuse dans laquelle ce pauvre Antoine Aimé avait fait une plus triste figure encore que d'ordinaire, l'opposition bas-canadienne à bout de patience, retira le commandement des mains débiles de son chef pour le remettre aux mains plus fermes de M. Sicotte.

Or, il faut que vous sachiez que mercredi dernier, immédiatement après la nomination, il y eut réunion du comité central aux bureaux du Pays.

Un véritable concert de malédictions accueillit M. Dorion lorsqu'il arriva tout haletant au comité. On se mit à le tancer pour sa lâcheté.

"Comment ! lui disait-on de tous les côtés de la chambre, on se tue le corps et l'âme à vous faire des partisans, on va dans tous les carrefours répandre des accusations contre le gouvernement ; on est parvenu à faire croire à un certain nombre d'électeurs que M. Cartier a trahi Montréal sur la question du siège du gouvernement, qu'il a fait des avances au Grand Tronc, &c. &c., et voilà que vous perdez la tête parce que M. Cartier vous somme de proférer ces accusations devant lui en face des électeurs ; vous commencez par balbutier d'une voix tremblante quelques mots sans suite, après quoi vous demandez un verre d'eau, puis vous risquez encore deux ou trois phrases incohérentes et vous finissez par présenter M. Laflamme aux électeurs pour dénoncer le gouvernement à votre place. Mais les électeurs ne veulent pas entendre parler de M. Laflamme ; c'est de vous et de vous seul qu'ils veulent des explications, c'est de votre bouche qu'ils veulent que les accusations contre le gouvernement soient proférées.—On vous cherche partout sur le husting.—C'est à grande peine qu'on vous découvre caché dans un coin.—On vous pousse par les épaules jusque sur le devant de la plateforme.—Mais à peine avez-vous aperçu M. Cartier que vous vous remettez à pâlir et à trembler.—Vous vous décidez à ouvrir la bouche—tout le monde est dans l'attente.—Écoutez se dit-on de toutes parts, voilà M. Dorion qui va répéter ses accusations contre M. Cartier." Pas dit tout—on aurait juré que votre langue était paralysée par la peur, car vous vous retirez en toute hâte après avoir prié l'Assemblée—une assemblée toute française—qui n'avait pas voulu laisser parler M. Laflamme, d'écouter un discours de M. McGee.

M. Dorion, vous êtes une poule mouillée.—Votre lâcheté nous fait perdre notre élection.

"Mais" répondit M. Dorion à ses amis exaspérés "vous croyez que c'était facile, pour un honnête homme, d'aller comme cela, en plein soleil et devant une multitude intelligente, répéter les abominables calomnies, les atroces mensonges au moyen desquels vous vous efforcez de détruire la réputation de mon rival et cela, en présence même de ce dernier prêt à me donner le démenti et à prouver que je disais faux. Vous avez peut-être ce courage-là, ajouta M. Dorion, quant à moi je ne l'ai pas."

Ces excuses ne firent comme on le pense bien qu'augmenter la colère des membres du comité rouge.

"Il faut," s'écrièrent-ils, "détruire le mauvais effet produit par votre lâcheté offerte en spectacle aux électeurs et pour cela il faut de toute nécessité que vous vous recontraiez avec M. Cartier devant une assemblée publique."

"Non, je vous en conjure, reprit M. Dorion—j'ai peur de cet homme-là, moi—il est mon supérieur en patriotisme, il est mon supérieur en énergie, il est mon supérieur comme homme public.—Il a sauvé son pays et moi je l'ai trahi, il est le chef du grand parti national et moi je suis l'escabeau misérable de George Brown et le vôtre et celui de M. Sicotte et celui de tous les hommes qui font de l'opposition au gouvernement et non seulement leur esclave, mais leur souffre-douleur. Et vous voulez que j'aille proférer des accusations stupides devant lui—non, non, c'est impossible—si je l'osais, il ferait du tréteau un pilori où j'aurais à subir aux yeux de la multitude indignée la honte du calomnieux, du faux dénonciateur et du traître."

"Il le faut cependant," a déclaré le brave M. Dessaulles, "il le faut si l'on ne veut pas subir une défaite humiliante. Mais soyez sans crainte, M. Dorion, je propose un plan qui mettra la tâche à la hauteur de votre courage."

S'adressant à M. Emery Papineau, son cousin : "Toi, vas porter cette lettre à M. Cartier, c'est une invitation pour M. Cartier à se trouver présent à l'assemblée que nous devons tenir lundi soir, sur la rue Ste. Catherine."

S'adressant à M. Jos. Doure : "vous, de votre côté, vous allez remettre cette lettre à M. McGee, c'est une invitation à venir à cette même assemblée avec ses bandes de roudies."

"Vous comprenez mon plan. M. Cartier accepte ou n'accepte pas. S'il refuse, on dira aux électeurs, 'vous voyez bien que c'est M. Cartier qui a peur de se rencontrer avec M. Dorion ; et cela détruira le mauvais effet produit par la scène ridicule de la nomination."

"Si au contraire, M. Cartier accepte le défi, McGee trouvera bien un Griffintown mille ou quinze cents tapageurs pour l'accompagner à l'assemblée. Vous parlez le premier M. Dorion, et vous ferez votre requi-

sitoire contre M. Cartier, et si ce dernier a l'imprudence de vouloir vous répondre, vous verrez de la part qui lui sera fait ainsi qu'à ses amis.—Il faut gagner l'élection à tout prix."

Un murmure d'assentiment accueillit l'exposition de ce plan infernal.—L'idée, une idée dont la réalisation pouvait faire couler le sang de nos compatriotes, fut proclamée heureuse !

Quand à M. Dorion il baissa la tête et ne dit mot, comme s'il eut voulu écouter en silence les derniers reproches de sa conscience révoltée.

Et MM. Emery Papineau et Joseph Doure partirent chacun de leur côté, pour aller remplir les missions dont on les avait chargés.

Ces missions eurent un succès différent.

M. McGee accepta avec joie. Il hait les Canadiens-Français de tous les âges, une âme noire comme il y en a peu sous le regard de Dieu, de tout son cœur et de toutes ses forces. Il hait M. Cartier à peu près comme le génie de la destruction hait le génie de la résistance.—Il promit tout ce qu'on lui demandait, il promit les bandes de roudies, les assommoirs, il promit les bâtons, les manches de hache et tout le roulement.

Quant à M. Cartier, il connaissait depuis trop longtemps la lâcheté de M. Dorion, pour qu'il pût croire à un défi loyal.—Un regard qu'il jeta sur M. Papineau dont la contenance mal assurée et les yeux baissés dénonçaient le trouble intérieur, acheva de lui faire tout deviner. La même chose était évanouie.

"Dites à M. Dorion" répondit M. Cartier avec une noble simplicité, "dites à M. Dorion que je le rencontrerai mercredi et jeudi aux polls."

Et M. Dessaulles en fut pour ses frais d'imagination.

Électeurs de Montréal, M. Cartier a-t-il en raison, oui ou non, de refuser une invitation qui n'était autre chose qu'un véritable guet-à-pens ?

Si M. Dorion tenait à se mesurer avec M. Cartier, que ne l'a-t-il fait le jour de la nomination ? Quelle plus belle occasion pouvait-il jamais espérer, devant une assemblée également partagée ?

Le courage de M. Dorion n'est-il pas suspect aujourd'hui après sa lâcheté d'hier.

C'était un guet-à-pens et rien de plus.

Les rouges ne se souviennent qu'ils sont catholiques quand il s'agit de reprocher au Gouvernement d'avoir l'appui des Orangistes.

Quand il s'agit d'une bonne œuvre, ils ne se rappellent plus qu'ils sont catholiques.

Ils ne s'en rappelaient pas quand ils voulaient enlever les dîmes au clergé.

Ils ne s'en rappelaient pas quand ils voulaient bannir l'enseignement religieux des écoles du Bas-Canada.

Ils ne s'en rappelaient pas quand les catholiques ont cru devoir exprimer publiquement dans de grandes et imposantes assemblées leurs sympathies pour le Père commun des fidèles, indignement traité par les révolutionnaires d'Italie.

M. Dorion a été invité à faire un discours dans une de ces assemblées. Et il a refusé comme au jour de la nomination.

C'est-ce qu'a fait M. Cartier ? Il était à Québec.—On l'invita à se rendre à l'assemblée des catholiques de cette ville et à y prendre la parole.

M. Cartier n'a pas hésité un seul instant.

Premier ministre d'un pays dont la majorité de la population est protestante il risquait en acceptant cette invitation, de s'aliéner la faveur des protestants, il risquait de déplaire au gouverneur qui est protestant.

M. Cartier en cette circonstance ne s'est souvenu que d'une chose c'est qu'il était catholique et que comme tel son premier devoir était de s'associer aux douleurs de l'Eglise, et il fit un discours admirable.

La souscription du denier de St. Pierre a lieu—M. Cartier premier ministre d'une Reine protestante donne 200 PIASTRES.

M. Dorion, l'ami de M. Brown, refuse de donner un seul sou.

Et comment eut-il osé souscrire, quand M. Brown appelait dans son journal, cette souscription un vol public.

D'ailleurs, il n'y a pas si longtemps que M. McGee disait "que dans son opinion les clear girts (les partisans de M. Brown) étaient pour le catholicisme des ennemis cent fois plus dangereux que les orangistes."

Ainsi, braves électeurs de Montréal, quand un de ces petits impies de rouges qui se moquent de tout viendra vous dire de ne pas voter pour M. Cartier parce qu'il est allié aux orangistes, demandez-lui depuis quand il porte tant d'intérêt à la religion. Profitez même de l'occasion pour lui demander sa souscription au denier de St. Pierre.

Un mot à M. Wilfrid Dorion à propos de la taxe sur l'eau.

Un respectable éfeyon nous a assuré vous avoir entendus dire, dans une assemblée, que c'est M. Cartier qui les citoyens de Montréal paient la taxe sur l'eau.

Autant aurait valu leur dire : "vous êtes des imbéciles à qui je ferai croire tout ce que je voudrai."

Y a-t-il un seul citoyen dans Montréal assez borné pour ne pas savoir que la taxe de l'eau est une taxe purement municipale et que les taxes municipales sont uniquement imposées par la municipalité, en d'autres termes, par la Corporation.

Or qu'est-ce que M. Cartier a jamais eu à démêler avec la Corporation, à part du fait qu'il lui paie VINGT FOIS plus de taxes que M. Dorion ?

Les 8632,000 au Grand Tronc, 632,000 mensonges.

M. Dorion ne manque pas seulement de courage, il manque de cœur. Il va partout répéter cette inqualifiable assertion qu'il eut la sottise d'énoncer en Chambre, savoir que le gouvernement a fait une avance de 8632,000 au Grand Tronc, sans l'autorisation des Chambres.

Il devrait se rappeler l'immense éclat de rire auquel a donné lieu sa prétendue découverte.

M. Galt, le ministre des finances, lui a prouvé les comptes de la Province en mains, qu'il n'y entendait rien en fait de chiffres et qu'il prenait pour une avance une simple négociation de valeurs.

Tout le monde riait de ce pauvre M. Dorion en Chambre, les députés riant, les rapporteurs riant, les galeries riant, l'orateur mordait son mouchoir pour ne pas éclater. Enfin, c'était une mystification si complète et si cruelle que M. Dorion dut laisser la Chambre tout confus.

Et c'est cette énorme bêtise qui l'a rendu ridicule pour toujours aux yeux des hommes d'affaires, que rien n'amuse plus, on le sait, que de trouver un avocat en défaut sur une question de chiffres, que M. Dorion ose répéter aujourd'hui devant les électeurs de Montréal.

Mais cette conduite est indigne, M. Dorion.

Si votre découverte était véritable, pourquoi vous êtes-vous laissé accabler par le ridicule en Chambre ?

Pourquoi vous êtes-vous laissé traiter d'ignorant, vous un avocat de renom ?

Pourquoi donc avez-vous gardé le silence alors ?

C'était votre devoir de parler. Votre honneur d'homme public vous y invitait.

Votre réputation compromise vous y invitait.

Et cependant vous avez gardé le silence alors.

Vous aviez une autre occasion de répéter cette accusation.

Mercredi dernier, à la nomination, vous vous trouviez en face des électeurs de Montréal, en face de vos juges et de M. Cartier ; ce dernier vous a sommé, en présence de la foule, de formuler de nouveau précisément cette même accusation d'avoir fait une avance de 8632,000 au Grand Tronc.

L'avez-vous fait ? Non. Pourquoi ?

Parce que vous aviez encore présent à la mémoire le souvenir désagréable du formidable éclat de rire que cette assertion avait soulevé en chambre, et vous avez craint de voir votre ignorance et votre mauvaise foi exposées aux yeux du peuple, comme elles l'avaient été par M. Galt, dans l'enceinte du Parlement.

Électeurs de Montréal, chaque fois qu'un des cabaleurs rouges viendra lancer devant vous des accusations de ce genre contre M. Cartier, faites-lui la proposition suivante : dites-lui, "viens avec moi chez M. Cartier, tu répéteras en sa présence ce que tu viens d'avancer et si l'on répond pas à ma satisfaction, eh ! bien, je te promets de voter pour M. Dorion."

Vous verrez comme il vous montrera les talons. S'il vous dit qu'il craint d'être mal reçu par M. Cartier, assurez le du contraire. Nous sommes autorisés à déclarer en son nom qu'il sera toujours aise de donner sur sa conduite toutes les explications désirables.

C'est le seul moyen de mettre les menteurs et les calomnieux à la raison.

Ce que l'on pense de M. Dorion ailleurs.

Veuillez vous savoir maintenant ce que l'on dit de M. Dorion, ailleurs ; lisez cette circulaire qui a fait le tour de son district de Québec :

Aux Electeurs du Bas-Canada.

Messieurs,—Dans les élections qui se font maintenant dans les deux provinces, il y a une question d'une importance tellement vitale pour les Institutions et la Nationalité du Bas-Canada, qu'elle met toutes les autres dans l'ombre. La Représentation basée sur la Population est hautement demandée par Mr. George Brown et ses Sectateurs. Sans le consentement du Bas-Canada cette demande ne sera jamais accordée. Le Bas-Canada consentira-t-il ? Mr. Cartier, son porte-drapeau, dans cette lutte pour sa vie nationale, s'écrite JAMAIS ! JAMAIS ! Mr. Dorion, le chef de la Brigade Rouge, dit OUI !

En voici la preuve—Le vendredi, 24 de septembre 1858, on donnait un village d'Eloa, dans le Haut-Canada, un dîner public aux membres du Gouvernement Brown-Dorion. M. Dorion y assistait en invité, entouré et salué comme un ami honoré par les ennemis ouverts et déclarés de nos Institutions, notre Langue et notre Religion. Dans son discours en réponse à la santé portée au Gouvernement Brown-Dorion, il s'exprima comme suit sur la question de Représentation basée sur la Population :

"La première et la plus impor-

tante question dont il fallait s'occuper était celle de la représentation basée sur la population. (Applaudissements.) Ce n'est pas seulement depuis que j'ai été appelé à former partie de l'administration dont Mr. Brown est le chef, que j'ai déclaré que la représentation basée sur la population était une demande équitable. Je l'ai fait dès 1856, alors que la question se discutait devant la Chambre, et dans la dernière session encore J'AI DÉCLARÉ QU'ABSOLU- TEMENT CE PRINCIPE ÉTAIT JUSTE, ET QUE LE PEUPLE DU H.-CANADA ÉTAIT PARFAITEMENT DANS SON DROIT D'EN EXIGER LA RECONNAISSANCE. (Bruit d'applaudissements.)

"Bien qu'on se soit fort récrié contre moi pour avoir exprimé ces opinions, en preuve de ce que j'ai dit que le peuple du Bas-Canada ne sent pas le besoin de s'opposer à celui du Haut-Canada, voilà qu'à chacune de mes élections ma majorité s'est successivement augmentée jusqu'enfin, (quoique mes discours fussent parades dans les rues, et semés dans toutes les maisons de la ville,) j'en suis venu à gagner une majorité de Canadiens-Français, d'Irlandais, d'Écossais et d'Anglais, catholiques et protestants. (Applaudissements.)

Mais quand je déclare que le principe de représentation basée sur la population est juste, je ne vous cacherais pas que dans le Bas-Canada la crainte règne que le Haut-Canada ne cherche à l'obtenir que par s'imposer. (Non, non.) Je suis sûr qu'un tel désir n'existe pas ; je suis sûr qu'on ne désire l'obtenir que parce que la chose est juste. Je suis sûr qu'il serait difficile de faire comprendre pour quoi trois hommes de ce côté de l'Ottawa ne devraient avoir que la même influence dans les Conseils de la Nation que deux hommes de l'autre côté de l'Ottawa. Mais la population franco-canadienne n'est qu'une minorité dans cette province, et elle est naturellement très-jalouse, comme tout peuple l'est et doit être, de ne pas se voir molester dans l'usage de sa langue, et dans sa manière de rendre hommage à son Créateur. Je sais, que c'est purement et simplement en matière politique que le Haut-Canada désire d'avoir la juste part de contrôle qui lui est due, qu'il n'y aura pas la moindre difficulté de mettre en toute mesure, une sauvegarde à ses institutions que vous savez être chères à ce peuple—sa langue et sa religion. (Applaudissements.)

EH BIEN, MESSIEURS, AVEC CELA LE PEUPLE DU BAS-CANADA SERAIT SATISFAIT, ET CONSENTIRAIT À ACCORDER LA REPRÉSENTATION BASÉE SUR LA POPULATION. (Applaudissements.)

Ni M. Dorion ni ses amis n'oseraient nier que ce que nous venons de citer ne soit une exacte reproduction de son discours, tel que rapporté dans le journal le Globe, l'organe de son collègue, M. Brown.

M. Dorion dit qu'il est sûr que le Haut-Canada ne cherche pas à obtenir la représentation basée sur la population dans le dessein de s'imposer ; ou avec l'intention de renverser nos institutions, notre langue et notre religion. Dans cette affaire nous préférons la déclaration de Mr. Brown à celle de M. Dorion "J'EN SUIS SÛR."

La voix—LES GRITS EN APPELLENT À LA POPULATION ANGLAISE DU BAS-CANADA POUR QU'ELLE ADOPTE LA REPRÉSENTATION BASÉE SUR LA POPULATION COMME MOYEN D'ABOLIR LES INSTITUTIONS CATHOLIQUES.

(Tiré du Globe de Toronto, de Novembre 1857.)

"Mais la population anglaise du Bas-Canada, qui déteste la domination des prêtres sous laquelle elle vit, qui se sent malade par le système suranné qu'elle enveloppe, qui n'a pas de raisons personnelles à demander au Gouvernement, que peut-elle espérer de gagner en refusant au Haut-Canada la représentation basée sur la population ? Sûrement les Libéraux du Bas-Canada sont aussi intéressés dans cette lutte que nous les sommes nous-mêmes.

"Ils seront par là plus bénéficiés que nous par l'ABOLITION d'un système qui couvre le territoire de monastères et de convents—qui laisse pour la propriété en main-morte—qui retarde l'éducation—qui empêche les améliorations agricoles—qui tarie la vie et l'industrie du peuple. Ce système se voit en pleine vigueur dans le Bas-Canada ; dans la Province Supérieure il ne fait encore que de commencer à exercer sa funeste influence et ne dépassera pas sa limite actuelle, si le peuple peut l'arrêter. Que les libéraux du Bas-Canada répondent donc, nous gagnons davantage par l'abolition du pouvoir clérical qui gouverne la Province. Nous pensions que la population protestante de Montréal redoutait la puissance de la hiérarchie qui a déjà détruit la liberté de la parole dans ses cités et arrose ses rues de sang, et ne rompra pas volontiers son union avec ses alliés naturels en faisant tête à ce pouvoir des prêtres."

LE CRI DE RAILLIEMENT DU CHEF HAUT CANADIEN DE M. DORION EST,

REPRÉSENTATION BASÉE SUR LA POPULATION ET LE RENVERSEMENT DE LA PRÉTRAILLE FRANÇAISE.

(Tiré du "Globe" de Toronto, Septembre 1861.)

"Que le peuple du Haut-Canada puisse son courage dans l'exemple de ses voisins (les américains)."

"Qu'il se raille au cri de "Représentation basée sur la population."

"L'année 1861 deviendra mémorable sur ce continent par le renversement des deux dominations égales ment festes de l'ESCLAVAGE DU SUD ET DE LA PRÉTRAILLE FRANÇAISE DU NORD ?"

Peuple électeur du Bas Canada voilà M. Dorion et ses alliés du H. Canada.

LISEZ ET JUGEZ.

Est-il étonnant après cela que des hommes comme le Dr. Blanchet et M. Huet deux des membres les plus éminents de l'opposition dans le district de Québec aient laissé l'étendard de M. Dorion pour se ranger sous celui de M. Cartier, le chef du grand parti national ?

Électeurs qui avez eu le malheur de voter pour M. Dorion en 1858, vous ferez aujourd'hui comme MM. Blanchette et Huet, vous vous rangerez du côté de M. Cartier.

Et vous voterez pour lui.

ble sur ce continent par le renversement des deux dominations égales ment festes de l'ESCLAVAGE DU SUD ET DE LA PRÉTRAILLE FRANÇAISE DU NORD ?"

Peuple électeur du Bas Canada voilà M. Dorion et ses alliés du H. Canada.

LISEZ ET JUGEZ.

Est-il étonnant après cela que des hommes comme le Dr. Blanchet et M. Huet deux des membres les plus éminents de l'opposition dans le district de Québec aient laissé l'étendard de M. Dorion pour se ranger sous celui de M. Cartier, le chef du grand parti national ?

Électeurs qui avez eu le malheur de voter pour M. Dorion en 1858, vous ferez aujourd'hui comme MM. Blanchette et Huet, vous vous rangerez du côté de M. Cartier.

Et vous voterez pour lui.

M. Dorion agissait-il comme un bon Catholique, quand il votait pour le Bill de M. Papin, pourvoyant à un système d'éducation sans Dieu et sans Religion ?

Ouvrons les journaux de la Chambre.

Qu'est-ce qu'ils nous apprennent ?

Le 5 mai 1856, M. Papin propose : "Qu'il est désirable d'établir dans toute la Province, un système général et uniforme d'éducation élémentaire gratuite et maintenue entièrement aux frais de l'état par le moyen d'un fonds spécial qui serait créé à cet effet."

"Que pour faire fonctionner ce système d'une manière juste et avantageuse, il sera nécessaire que toutes les écoles ainsi établies soient ouvertes indistinctement à tous les enfants en âge de les fréquenter, sans qu'aucun d'eux soit exposé par la nature de l'enseignement qui y sera donné, à voir ses croyances ou opinions religieuses violentées ou froissées en aucune manière."

Quels sont les députés Bas-Canadiens qui ont voté pour cette motion.

MM. Charles Daoust, Antoine-Aimé Dorion, Jobin, Papin.

Il va sans dire que M. Brown a voté aussi lui, pour cette motion et que M. Cartier l'a repoussée.

A qui allez-vous donner raison maintenant électeurs de la division Est ?

Croyez-vous comme M. Dorion que les prêtres donnent une mauvaise éducation aux enfants parce qu'ils apprennent le catéchisme—qu'il faut leur enlever l'enseignement des mains pour le remettre entre les mains de l'état qui ouvrira des écoles MIXTES où les enfants catholiques se trouveront mêlés avec les enfants protestants, juifs ou mormons ?

Etes-vous de cet avis-là ? En ce cas, votez pour M. Dorion. Votez pour lui si vous croyez que le Prêtre doit être chassé de nos collèges, le Frère expulsé des écoles chrétiennes, la Sœur mise à la porte des pensionnats.

Mais si vous pensez qu'il n'y a pas de saine éducation sans religion, que l'enfant doit apprendre en même temps ses devoirs envers Dieu et ses devoirs envers la patrie, oh ! alors votez pour M. Cartier.

M. Dorion double-traits.

M. CARTIER LE PÈRE DU BAS-CANADA.

Plus de dix comités dans le Bas-Canada se sont disputés l'honneur d'avoir M. Cartier pour député.

On l'a demandé à Laval.

On l'a redemandé avec instances à Verchères.

On l'a demandé à Maskinongé.

On l'a demandé à Champlain.

On l'a demandé à Vaudeuil.

On l'a demandé à Beauharnois.

Le Bulletin des rouges le traite de déserteur parce que des quatre coins du pays un cri sort de toutes les poitrines pour saluer le Père de la Patrie, le Sauveur du Bas-Canada.

Mais c'est une chose qui se fait habituellement pour les grands hommes d'état, dans tous les pays constitutionnels. C'est un témoignage éclatant de confiance qu'on leur donne.

M. Cartier n'est allé s'offrir dans aucun de ces comités. Eh ! qui mieux que vous, électeurs de Montréal, sait le contraire ? Ne l'avez-vous pas vu, ici, jour par jour, depuis le commencement de l'élection ?

C'est parce qu'il a sauvé la patrie et les institutions du Bas-Canada, en dépit des efforts de MM. Brown et Dorion pour poignarder au cœur la nationalité Canadienne-Française, au moyen de la mesure de la représentation basée sur la population, qu'on lui rend ce grand honneur.